

IDENTIFICATION DU DEMANDEUR



**AIDES A L'INSTALLATION
ANNEXE AU FORMULAIRE DE DEMANDE
D'AIDES A L'INSTALLATION**

Sous-mesure 6.1 du Programme de Développement Rural de la Région Languedoc-Roussillon

Avant de remplir cette demande, lisez attentivement la notice d'information pour le remplissage du formulaire de demande d'aides à l'installation (cerfa n°51195#04), et celle de l'annexe du formulaire (cerfa n°à compléter)
Transmettez l'original de cette annexe avec le formulaire de demande d'aides à l'installation (cerfa n°13425*5), accompagné des pièces complémentaires, à la Direction Départementale des Territoires ou à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du département du siège de votre exploitation et conservez un exemplaire.

**RESERVE A L'ADMINISTRATION
NE RIEN INSCRIRE DANS CETTE SECTION**

N° DOSSIER OSIRIS : <input type="text"/>	DATE DE RÉCEPTION : <input type="text"/>
--	--

N° SIRET : <input type="text"/> <small>attribué par l'INSEE lors d'une inscription au répertoire national des entreprises</small>	N° PACAGE : <input type="text"/> <small>Concerne uniquement les agriculteurs</small>
<input type="checkbox"/> en cours d'immatriculation	

Nom de famille : _____ ; Nom d'usage : _____
(Nom de naissance) (Si différent du nom de famille)

Prénoms :

MONTANT DE LA DOTATION JEUNES AGRICULTEURS SOLLICITEE

A. Montant de base de la DJA

	Montant régional du socle de base	Montant de base sollicité
Zone de plaine <input type="checkbox"/>	12 000 €	<input type="text"/> € (a)
Zone défavorisée <input type="checkbox"/>	15 000 €	
Zone de montagne <input type="checkbox"/>	22 500 €	

(La zone géographique est celle sur laquelle l'exploitation (individuelle ou société) possède son siège social et 80 % de sa superficie agricole utile pondérée (SAUP). Lorsque ces deux conditions ne sont pas réunies, il convient de retenir la zone la plus favorisée)

MONTANT DE LA DOTATION JEUNES AGRICULTEURS SOLLICITEE (SUITE)

B. Montant des modulations de la DJA

(Les critères de modulation sollicités doivent être en cohérence avec les éléments figurant dans le plan d'entreprise)

1. Installation Hors-cadre familial		Pourcentage du montant de base	Montant de modulation sollicité = (a) x (b)	
Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>	20 % (b)	_ _ _ _ _ _ €	
2. Projet Agro-écologique		Pourcentage du montant de base	Montant de modulation sollicité = (a) x (c)	
Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>	10 % (c)	_ _ _ _ _ _ €	
3. Projet générateur de valeur ajoutée ou d'emploi		Pourcentage du montant de base	Montant de modulation sollicité	
3.1 Valeur-ajoutée	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>	10 % (d)	_ _ _ _ _ _ € = (a) x (d)
3.2 Emploi	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>	10 % (e)	_ _ _ _ _ _ € = (a) x (e)
4. Économie de l'installation		Pourcentage du montant de base	Montant de modulation sollicité = (a) x (e)	
4.1 Soutien au revenu de l'entrepreneur				
	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>	15 % (f)	_ _ _ _ _ _ € = (a) x (f)
4.2 Soutien lié au volume d'investissements				
	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>	15 % (g)	_ _ _ _ _ _ € = (a) x (g)
5. Maintien du foncier agricole en zone de déprise ou de pression foncière		Pourcentage du montant de base	Montant de modulation sollicité = (a) x (h)	
Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>	10 % (h)	_ _ _ _ _ _ €	
6. Zones de contraintes pour l'activité agricole		Pourcentage du montant de base	Montant de modulation sollicité = (a) x (i)	
Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>	10 % (i)	_ _ _ _ _ _ €	
C. Montant total des modulations sollicitées				
Somme des modulations sollicitées			_ _ _ _ _ _ €	
D. Montant total de la DJA sollicité				
Montant de base + Montant total des modulations sollicitées			_ _ _ _ _ _ €	

**PRE
CISI
ONS
QUA
NT
AUX
CRIT
ERES
DE
MOD
ULAT
ION**

**Cett
e
parti
e
prés
ente
la
décli
nais
on
régio
nale
des
critè
res
de
mod
ulati
on
de
la
DJA.
Plus
de
détai
ls
sont
prés
entés
dans
la
notic
e.**

A.

Définition des critères de modulation

Critères de modulation	Méthode de validation du critère	Taux de modulation
Hors Cadre Familial	Installation sur une exploitation agricole indépendante de l'exploitation d'un parent (ou d'un parent du conjoint lié par un pacs ou un mariage) jusqu'au 3ème degré, collatéraux inclus (au sens des articles 741 et suivants du code civil). De plus : - moins de 50% du foncier (SAU ; quel que soit l'état des terres transmises) doit être d'origine parentale (que le parent soit exploitant ou non), - aucun moyen de production hors foncier ne doit être d'origine parentale (que le parent soit exploitant ou non). Ce point est vérifié à la date de dépôt de la demande d'aides à l'installation.	20 %
Projet agro-écologique	Engagement de la totalité de l'exploitation dans une des démarches listées ci-après, au plus tard en année 4 de la mise en œuvre du Plan d'entreprise : • Démarche de conversion ou certification avérée en Agriculture biologique, • Contractualisation d'une MAE système (Système herbager et pastoraux ou Système de grandes cultures), • Certification Haute valeur environnementale de niveaux 2 ou 3 (liste des démarches), • Adhésion et participation à un Groupement d'intérêt économique et environnemental (GIEE) pour une période supérieure ou égale à 12 mois.	10 %
Projet générateur de valeur-ajoutée et d'emploi		10 ou 20 %
valeur-ajoutée	Sur la base des données du Plan d'entreprise et des données complémentaires listées dans le point	10 %

	B : <u>Moyenne de la Valeur ajoutée années 3 et 4 / Moyenne des Produits d'exploitation années 3 et 4</u> > 52%	
emploi	Sur la base des données du Plan d'entreprise et des données complémentaires listées dans le point B : <u>Moyenne des Produits d'exploitation des années 3 et 4 / moyenne des UTA des années 3 et 4</u> < 60 000 € OU En cas de reprise d'exploitation, création d'emploi au-delà de la situation de reprise à hauteur, au moins, de 0.25 UTA supplémentaire en année 3 et 4 du Plan d'entreprise	10 %
Économie de l'exploitation		15 ou 30 %
Soutien au revenu de l'entrepreneur	Sur la base des données du Plan d'entreprise et des données complémentaires listées dans le point B : 0 SMIC < <u>Moyenne des années 1 à 3 du Prélèvement disponible / Moyenne des UTA chef d'exploitation</u> < 1 SMIC	15 %
Soutien lié au volume d'investissements	Sur la base des données du Plan d'entreprise et des données complémentaires listées dans le point B : <u>Moyenne année 3 et 4 (Dotations aux amortissements + frais financiers) / moyenne année 3 et 4</u> EBE < 50% ET Cas général : > 30 % Cas d'une exploitation adhérente à une CUMA : > 25 %	15 %
Maintien du foncier en zone de déprise ou de pression foncière	Au moins 50 % de la SAU située en zone périurbaine, au sein de la liste des communes retenues pour la modulation de la DJA au titre de la zone périurbaine, OU Au moins 50 % de la SAU située dans une démarche territoriale portée par une collectivité dans le cadre du dispositif Terra Rural au sein de la liste des communes retenues pour la modulation de la DJA au titre du dispositif Terra Rural. OU Inscription dans une démarche individuelle de reconquête agricole (réalisation par une entreprise tierce de travaux d'amélioration ou d'aménagements fonciers dans le cadre d'une démarche de reconquête agricole pour un montant supérieur à 5000 € HT).	10 %
Zone de contraintes pour l'activité agricole	Au moins 50 % de la SAU située <u>soit</u> : - dans une Zone de Répartition des Eaux - dans une Zone vulnérable aux Nitrates - dans une Zone de Présence du Loup (arrêt préfectoral départemental) Présence du siège d'exploitation dans une Zone affectée par la loi Littoral	10 %

PRECISIONS QUANT AUX CRITERES DE MODULATION (SUITE)

B. Données complémentaires pour l'attribution des critères de modulation

Les données ci-dessous sont nécessaires au calcul et à l'attribution des critères de modulation. Elles sont complémentaires aux données déclarées dans le Plan d'entreprise, et doivent reposer sur le même business plan que celui ayant servi à l'élaboration du Plan d'entreprise.

Le demandeur doit renseigner dans le tableau suivant l'ensemble des informations correspondant aux critères de modulation sollicités.

Critères de modulation sollicités	Données complémentaires au PE	Situation de reprise	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Valeur ajoutée et emploi - Valeur ajoutée Economie- Soutien au revenu	Variation des stocks (€)						
Valeur ajoutée et emploi - Emploi Economie- Soutien au revenu	UTA exploitant ou co-exploitant						
Valeur ajoutée et emploi - Emploi	UTA sous contrat de travail						
Valeur ajoutée et emploi - Emploi (condition 2 uniquement)	UTA en prestation						
Valeur ajoutée et emploi - Emploi (condition 2 uniquement)	UTA situation de reprise						
Economie- Soutien au revenu	Variation des dettes d'expl (€)						
Economie- Soutien au revenu	Variation des créances d'expl (€)						
Economie- Soutien lié au volume d'investissements	Dotations aux amortissements (€)						
Economie- Soutien lié au volume d'investissements	Frais financiers relatifs aux emprunts (€)						

PIECES JUSTIFICATIVES

Les pièces justificatives listées ci-après sont nécessaires à l'attribution des modulations sollicitées.

Attention : Vous n'avez pas à produire les pièces qui sont déjà en possession de la DDT ou DDTM.

Cette liste de pièces à fournir complète, le cas échéant, la liste des pièces à fournir dans le cadre du formulaire de demande d'aides à l'installation.

Critère de modulation sollicité	Pièces	Pièce jointe	Pièce déjà fournie à la DDT (M)	Sans objet
Pour toute demande de DJA	Business Plan avec le plan de financement signé par l'établissement bancaire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Valeur ajoutée et emploi – Emploi (condition 2 uniquement)	Statuts de l'exploitation reprise, Contrats de travail de l'exploitation reprise et autres prestations de MO, Registre du personnel (12 derniers mois avant cession), fiches de paie Ou Attestation MSA des UTA présentes lors des 12 derniers mois avant cession ou cessation d'activité.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Maintien du foncier en zone de déprise ou de pression foncière	Ensemble des actes justifiant la SAU de l'exploitation (actes de propriété, baux, conventions de mise à disposition....)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Maintien du foncier en zone de déprise ou de pression foncière (condition 3)	Devis des travaux de reconquête envisagés et justificatif de l'usage non agricole de la parcelle.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Zones de contraintes pour l'activité agricole	Ensemble des actes justifiant la SAU de l'exploitation (actes de propriété, baux, conventions de mise à disposition....)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

ENGAGEMENTS ET SIGNATURE DU DEMANDEUR

Veillez cocher les cases :

• Je m'engage :

- à respecter les engagements relatifs aux modulations de la DJA sollicitées pendant la durée d'engagement fixée dans la décision d'octroi,
- à réaliser un suivi post-installation avec l'une des structures labellisées par le CRIT pendant 3 années suivant ma date d'installation.

• Je suis informé(e) :

- qu'en cas d'irrégularité ou de non respect de mes engagements, le remboursement total ou partiel des sommes perçues pourra être exigé, éventuellement assorti de pénalités financières. Il pourra également être procédé à un déclassement des prêts MTS-JA,
- que le non respect des critères de modulation contrôlés à l'issue du plan d'entreprise pourra conduire à une déchéance partielle de l'aide à hauteur de la majoration octroyée pour le ou les critères non respectés.

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à instruire votre dossier de demande d'aide publique. Les destinataires des données sont le Ministère de l'Agriculture, de l'Agro-alimentaire et de la Pêche, l'Agence de Services et de Paiement (ASP).

Conformément à la loi «informatique et libertés» du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit et obtenir communication des informations vous concernant, veuillez vous adresser à la DDT ou DDTM

Fait à : **le**

Signature du demandeur et des associés exploitants dans le cas d'installation sociétaire :